

# *l'Anti*capitaliste

n°695 | 15 février 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

FACE AU GOUVERNEMENT  
DE COMBAT DES RICHES  
SOUS INFLUENCE DE  
L'EXTRÊME DROITE

**MOBILISATION**

**DE NOTRE**

**CAMP SOCIAL**

## ZOOM

État colonial.  
Mayotte, laboratoire  
du tout-répressif

Page 3

## INTERNATIONAL

Afrique de l'Ouest.  
Au Sénégal, Macky Sall  
fossoyeur de la démocratie

Page 4

## ARGUMENTS

Union européenne: contre  
les politiques libérales  
austéritaires et l'extrême droite

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Jean-Victor  
Castor (MDES) sur les  
« Homes indiens » de Guyane

Page 8

## Édito

Aurore Bergé:  
le féminisme contre  
les femmes

Par MANON BOLTANSKY

Aurore Bergé, invitée au micro de Frédéric Haziza sur Radio J le 11 février, explique qu'elle a demandé une enquête afin de retirer les subventions aux associations féministes « qui ne sauraient pas caractériser ce qui s'est passé » le 7 octobre dernier. C'est-à-dire qui refuseraient de dénoncer le Hamas comme terroriste et, par extension, toutes celles qui exprimeraient leur solidarité avec la résistance du peuple palestinien. Elle emprunte donc à l'extrême droite ses meilleurs outils : la cancel culture et le mensonge.

Car ne nous y trompons pas, les associations pointées du doigt par la ministre, « Nous Toutes » en tête, sont très claires sur les violences sexistes et sexuelles que toutes les femmes subissent dans un contexte de guerre. Mais Bergé s'appuie sur un récit qui, depuis le 7 octobre, monte à droite, à l'extrême droite et même dans une partie de la gauche et vise à dénoncer tous les soutiens de la cause palestinienne comme antisémites.

Bergé, nouvelle ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, mais aussi... du « redressement démographique », est un soutien de longue date de la cause israélienne ; elle préside d'ailleurs à l'Assemblée le groupe d'amitié France-Israël. Ce qui est nouveau, c'est de l'entendre parler de féminisme ! « Je suis féministe », explique-t-elle au micro de Frédéric Haziza, viré de LCP pour agressions sexuelles et qu'on a vu frapper une militante féministe lors de la manifestation contre les VSS du 25 novembre dernier à Paris.

« Le féminisme n'a ni drapeau ni frontière. Il ne choisit pas ses victimes », ose-t-elle dire sur Twitter après les réactions choquées des associations féministes. Pour Aurore Bergé, il y a pourtant les « bonnes » et les « mauvaises » victimes... Les bonnes ? Ce ne sont pas celles de Darmanin, pas celle d'Haziza, pas les bénéficiaires des associations, pas les personnes trans, et pas les 70 % de femmes et d'enfants parmi les plus de 28 000 mortEs dans le génocide mené par Israël en Palestine...

Cette menace de censure budgétaire aura des conséquences directes sur de nombreuses associations et sur leur survie même. Instrumentalisation, manque de moyens, de subventions et de considération, voilà ce que Macron et Bergé appellent la grande cause des quinquennats !

## Bien dit

À chaque fois, on pense avoir atteint le fond de l'inhumanité, mais en réalité nous tombons encore plus bas

Une porte-parole de la Cimade cité dans l'article de *Disclose*, « Immigration en Europe : La France à la manœuvre pour autoriser la rétention des enfants dès leur plus jeune âge », 13 février 2024.

## À la Une

POUR LES SALAIRES ET LES SERVICES PUBLICS

Unité face au gouvernement de combat  
des riches et à l'extrême droite

Il a fallu un mois à Macron et Attal pour compléter leur gouvernement. Le temps de voir si Bayrou accepterait un ministère après avoir été acquitté par la Justice au bénéfice du doute, et de chercher une doublure à Oudéa-Castéra qui indiquait trop clairement que ce gouvernement est bien celui des ultra-riches.

Le profil des rares nouveaux venus au gouvernement est dans la continuité du macronisme. Marina Ferrari, nouvelle secrétaire d'État au numérique, est la nièce d'un ancien député-maire d'Aix-les-Bains et la cousine de la journaliste Laurence Ferrari. Frédéric Valletoux, nouveau ministre de la Santé, est le fils de l'un des anciens dirigeants de la banque Dexia : journaliste aux *Échos*, il est depuis vingt ans maire puis député de Fontainebleau. Le gouvernement est celui d'une petite caste de politiciens, dont les familles dominent les conseils d'administration des grandes entreprises et les médias.

Un gouvernement  
des privilégiés

Sur 34 ministres, 17 sont millionnaires, comme le révélait *l'Humanité* le 12 février, et cela en dépit du fait que la Haute Autorité pour la transparence de la vie politique n'a pas encore pu éplucher toutes les déclarations. « Un tiers du nouveau gouvernement pourrait être classé parmi le 1% de Français le plus fortuné ». Rien que ça !

Nombreux sont les ministres à assoier leur fortune sur la pierre, puisqu'ils ou elles possèdent cinq à dix propriétés immobilières. Ce qui explique la présence parmi ces nouveaux ministres, de Guillaume Kasbarian, le porte-parole à l'Assemblée nationale du lobby des propriétaires fonciers. Kasbarian, c'est l'homme de la loi « anti-squat », celle qui permet

d'expulser plus facilement les locataires. C'est le député qui a défendu l'habitat insalubre et les marchands de sommeil, celui qui vient de permettre la location des logements d'un volume de 20 m<sup>3</sup>, avec 1,80 mètre de hauteur de plafond. C'est cet ennemi des associations de défense des locataires et de la Fondation Abbé-Pierre qui est devenu cette semaine ministre du Logement.

Main tendue à l'extrême  
droite

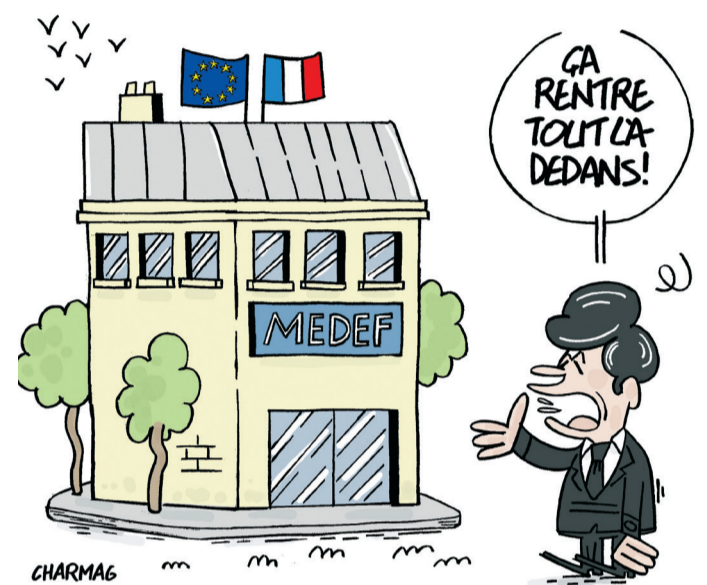
Sans majorité à l'Assemblée, le gouvernement Attal cherche son salut en se tournant vers l'extrême droite, dans la continuité de ce qu'a fait Borne sur la loi immigration. Interrogé sur ses relations avec le RN, Attal a déclaré jeudi 8 février qu'il entendait travailler « avec tout le monde ». Le lendemain, Macron a confirmé cette nouvelle stratégie, en estimant « normal » que son gouvernement puisse discuter avec l'extrême droite.

Le pouvoir macroniste, qui se présentait comme un rempart face à l'extrême droite est devenu son marchepied. Il emprunte désormais son programme à celui du RN, comme le fait Darmanin en annonçant une révision constitutionnelle pour supprimer le droit du sol à Mayotte.

Construire une gauche  
de combat

La croissance sera plus faible que prévue (plutôt 0,9 % que 1,4 %) et le chômage stagne malgré les mesures coercitives

## LE GOUVERNEMENT ATTAL AU COMPLET



prises contre les bénéficiaires du RSA. La rallonge budgétaire dès mars semble inévitable, le 49.3 aussi. Le chaos néolibéral et la montée de l'extrême droite n'ont rien d'inévitable. Nous pouvons y faire face, en remettant la question sociale au cœur de l'actualité. C'est ce que permet la grève des 17 et 18 février à la SNCF, qui peut être un point d'appui avant la grève des femmes du 8 mars et celle de la fonction publique le 19 mars. L'indexation des salaires sur les prix est une nécessité face à l'inflation qui ne recule pas. Il faut mettre fin aux politiques d'austérité budgétaire et réinvestir massivement dans les services

publics de santé ou d'éducation. La mobilisation de toutes et tous sera nécessaire.

Ce front social doit avoir un prolongement électoral portant les revendications du mouvement social. C'est pourquoi le NPA a proposé à La France insoumise de construire une liste capable de rassembler notre camp social aux élections européennes du mois de juin prochain. Contre l'Europe libérale, la gauche doit s'opposer aux libéraux et aux nationalistes, dans les urnes comme dans la rue, pour porter une politique de rupture avec les traités européens, capable d'ouvrir la voie à une alternative anticapitaliste et écosocialiste.



## Acturama

UN TOIT C'EST  
UN DROIT!

Alors qu'on attendait encore le nom du futur ministre du Logement, le 8 février, les 38 familles sans abri qui campent au pied du métro Solférino à Paris depuis le 25 décembre avec Droit au logement pour réclamer l'application de la loi de réquisition, avaient organisé un raffut devant le ministère. Avec Kasbarian au ministère, la lutte pour la réquisition des plus de 3 millions de logements vides, alors que 300 000 personnes vivent à la rue, est loin d'être finie ! © NPA

À voir sur le site



**ÉTAT COLONIAL****Mayotte, laboratoire du tout-répressif**

Depuis 2018, un rassemblement de différents collectifs devient un acteur politique central à Mayotte. Ces collectifs souvent réactionnaires, accueillant volontiers M. Le Pen, excédés par l'augmentation du nombre d'étrangerEs sur l'île, militent autour d'une seule revendication xénophobe « Expulsez-les ! ». L'expression de leur haine raciste s'est accentuée fin décembre avec l'installation de migrantEs de l'Afrique des Grands Lacs dans l'enceinte d'un stade de la capitale. Ces « citoyenNEs » ont alors abattu des arbres pour bloquer les routes, empêchant des médecins de se rendre dans les centres de santé, bloquant même le service des étrangerEs à la préfecture et les audiences au tribunal administratif, estimant qu'ils favorisaient l'appel d'air. Le tout sans vraiment de répression de la part de l'État !

Depuis plusieurs semaines, les violences contre les migrantEs, mais aussi entre bandes, ont redoublé en nombre et en intensité. L'abandon de l'État est largement ressenti par l'ensemble des MahoraisEs, même si c'est de manière différenciée. L'opération Wuambushu n'a rien résolu. Pire, Darmanin en visite sur l'île annonce la fin du droit du sol à Mayotte.

**Mayotte, « la sous-France »**

Mayotte est le territoire français le plus mal loti en services publics : santé, logement, eau, électricité, transports, enseignement. L'école est un exemple emblématique. La scolarisation n'est devenue obligatoire à Mayotte qu'à partir de 1993, l'enseignement y était en langue française alors que la quasi-totalité des enfants ne la comprenait pas. Aujourd'hui, les enseignantEs sont à 80 % des Français de la métropole, 10 000 enfants ne sont toujours pas scolarisés, et unE jeune sur

deux sort de l'école sans diplôme ni papiers. Et pourtant l'école est le seul espace destiné aux enfants et adolescentEs, où ils et elles expriment l'ensemble de leurs manques. L'absence criante de moyens ne permet évidemment pas d'y répondre. Ce qui explique peut-être que la colère des jeunes en errance, sans perspectives, souvent sans parents, se déchaîne contre les établissements et bus scolaires. La guerre entre bandes organisées de quartiers se développe. La

réponse première de l'État est la prise en charge du blindage des vitres des bus (!), la mise en œuvre de Wuambushu 2, la construction de 4 000 nouvelles places de prison... et depuis le 11 février, la fin du droit du sol.

**Mayotte, ballon d'essai politique ?**

Non seulement les MahoraisEs les plus démunis n'ont pas de réponse aux besoins humains vitaux, mais les droits des migrantEs et des demandeurEs

d'asile sont largement inférieurs à ceux de la métropole : hébergement, regroupement familial, protection des mineurEs, droit à une allocation pour les demandeurEs d'asile, durcissement des conditions du droit du sol. Ce droit différencié à Mayotte est une continuité du « droit » colonial et déjà une rupture avec le principe de l'égalité des citoyenEs et de l'indivisibilité de la République. Il valide de fait la thèse de Zemmour du « grand remplacement ».

Mais Macron et Darmanin vont encore plus loin sur les terres de l'extrême droite, face à la crise sociale, économique et sécuritaire, ils déclarent la fin du droit du sol. Ne pourront devenir Français que les enfants nés de parents français. Il sera difficile d'obtenir un titre de séjour. Le ministre estime que les nouvelles réglementations permettront de réduire de 90 % le nombre de titres.

C'est une rupture grave avec les principes républicains. Sans surprise, Ciotti, Maréchal et Bardella exigent l'extension de cette décision (qui devra quand même passer par une réforme constitutionnelle) à l'ensemble du territoire.

*Roseline Vachetta*

**No comment**

*Mayotte c'est le miroir grossissant et en accéléré de la France métropolitaine [...]. Il faut le [le droit du sol] supprimer dans toute la France.*

ÉRIC ZEMMOUR, France 2, le 12 février

**Agenda**

**Samedi 17 février, soirée contre le blocus de Gaza, Rennes.** De 18h à minuit, salle Carrefour 18. Soundsystems, village associatif. Prix libre, espace enfants.



**Samedi 24 février, marche pour l'Ukraine, Paris.** À 14h, République.

**Mercredi 28 février, meeting unitaire pour un retrait rapide d'Afrique de l'armée française, Paris.** À 19h, à la Bourse du travail, salle Eugène-Henaff, 3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris. À l'initiative de Survie et de plusieurs organisations dont le NPA.

**PALESTINE/ISRAËL****Offensive à Gaza: tout est visé!**

Entrée dans son quatrième mois, l'offensive israélienne sur la bande de Gaza continue. À l'heure où nous écrivons, Netanyahu a annoncé l'offensive terrestre sur Rafah, ville au sud de Gaza, où l'armée d'occupation a demandé aux habitantEs de converger. Cette offensive annonce une escalade dans le massacre alors qu'Israël a refusé un cessez-le-feu et que les images de massacres commencent à choquer même ses meilleurs soutiens.

Cette nouvelle offensive est en adéquation avec la stratégie d'Israël de punition collective à l'égard des PalestinienNEs. Les buts de guerre incongrus cachent mal, d'une part, la faible volonté réelle de sauver les otages et, d'autre part, celle bien réelle de rendre la bande de Gaza inhabitable pour que ses habitantEs « n'y reviennent plus jamais ». Ces offensives semblent « avoir pour but ou pour effet de rendre impossible le retour des civils dans ces zones », a déclaré le Haut Commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU. Une étude a estimé que le PIB de Gaza (déjà très bas) pourrait revenir à son niveau de 2022 en... 2096! Israël ne vise pas seulement les universités, les écoles et les maisons mais aussi les infrastructures médicales. La plupart des hôpitaux ont cessé de fonctionner car ils sont pris pour cibles. Les personnels soignants témoignent. Selon Raphaël Pitti, médecin humanitaire, « il y a également de nombreuses victimes par des tirs de snipers, notamment des femmes et des enfants. [...] Le but est de créer une surcharge dans les hôpitaux et d'obliger les personnes à venir chercher les blessés et, ainsi, de les exposer à de nouveaux tirs ».

**Offensive sur les hôpitaux, la nourriture, les médicaments**

Le refus du cessez-le-feu s'accompagne d'une nouvelle offensive contre l'humanitaire. En effet, non seulement les hôpitaux sont menacés

mais aussi les organisations humanitaires qui participent à l'aide à Gaza. Israël a bombardé les bureaux de Médecins du monde samedi 10 février. Les accusations d'Israël de collusion de l'UNRWA avec le terrorisme ont permis un contre-feu le jour du verdict de la CIJ. Depuis, plusieurs enquêtes montrent qu'elles sont mensongères. Elles ont pourtant été acceptées comme une vérité par plusieurs pays qui ont cessé leur financement. L'UNRWA gère depuis 1948 les réfugiéEs et apporte un soutien humanitaire dans les camps de réfugiéEs palestinienNEs dans les territoires occupés et dans plusieurs pays de la zone. Plusieurs millions de personnes dépendent de cette aide humanitaire, et Israël avec la complicité des pays occidentaux essaye de la faire fermer.

De manière encore plus abjecte, des civilEs israéliens se sont mis à organiser des blocages de convois humanitaire pour Gaza. Une stratégie bien évidemment autorisée par le pouvoir israélien!

**Arrêter le massacre**

Le futur possible massacre de Rafah a aussi pour but de tester les opinions publiques et les soutiens à Israël. Sans surprise, pour l'instant, les États-Unis continuent leurs livraisons d'armes tout en exprimant des inquiétudes sur la situation à Gaza. D'autres soutiens, plus symboliques mais qui visent aussi à effacer la

question palestinienne, sont apparus comme celui de Javier Milei, le tout nouveau président argentin d'extrême droite, qui a exprimé son soutien à Israël et envisagé de déplacer son ambassade à Jérusalem.

À l'inverse, le Brésil a décidé d'augmenter son aide financière à l'UNRWA. Et même le haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré, concernant les États-Unis : « Si vous pensez que trop de gens sont tués, peut-être devriez-vous fournir moins d'armes ? » Le massacre proprement révoltant qui a lieu sous nos yeux doit être absolument stoppé. La mobilisation de toutes et tous est nécessaire!

*Eduard Soulier*



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

**L'Anticapitaliste** l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et de  
communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

**ARGENTINE****Un échec pour Milei, pas encore une victoire pour les travailleurEs**

Le gouvernement Milei avait obtenu un premier vote majoritaire à la Chambre des députés sur la globalité de son projet de «loi omnibus». Il en avait auparavant retiré plus de la moitié des articles initialement prévus.

La semaine dernière, la négociation avec les députés du «centre» était arrivée à un point mort, car les demandes de compensations pour atténuer l'impact financier dans les provinces n'ont pas été acceptés par le gouvernement. Finalement, lors du vote de la loi article par article, le gouvernement s'est retrouvé en minorité sur plusieurs points. Le gouvernement a brusquement retiré du vote l'ensemble du projet de loi et l'a renvoyé en commission. Ceci implique un retour au «point zéro», et tout ce qui avait été approuvé est annulé. Tout indique que dans les faits cette loi soit définitivement abandonnée.

**Désaccord au sein de la bourgeoisie**

C'est incontestablement une défaite pour le gouvernement, et en ce sens une bonne chose pour la population. Ce n'est pas pour autant une victoire du peuple argentin. Certes, les mobilisations de décembre et surtout le succès des manifestations du 24 janvier (avec même des rassemblements devant de nombreuses ambassades dans le monde) ont sûrement pesé sur les hésitations des députés «centristes», sur les réponses du gouvernement, et donc sur la crise politique. Il y a eu également des manifestations, violemment réprimées, devant le Congrès pendant les débats au Parlement, convoquées par les organisations de la gauche radicale. Les forces syndicales et péronistes officielles, elles, en étaient absentes. Même si nous nous réjouissons de l'abandon de cette loi, nous considérons que ce n'est qu'un début. D'abord parce que l'échec de Milei est essentiellement dû aux désaccords au sein des secteurs bourgeois sur la façon de répartir les moyens dégagés par les mesures ultralibérales et austéritaires. Ensuite, parce que ceci n'implique pas que le gouvernement ait renoncé à ses réformes réactionnaires. En repréailles du blocage, même partiel, des gouverneurs, le gouvernement a supprimé les subventions aux transports dans les provinces, ce qui veut dire qu'à nouveau ce sont les travailleurEs et les secteurs populaires qui payent le prix de la crise.

**Une épreuve de force à venir ?**

Quoi qu'il en soit une nouvelle étape s'ouvre et le gouvernement de Milei va devoir choisir entre plusieurs options.

Le gouvernement Milei peut décider de gouverner en se contentant de faire voter les lois une par une, ce qui sera long et pas facile après l'affrontement avec les centristes. Étant donné la dégradation rapide de la situation économique et sociale, cela peut provoquer une usure tout aussi rapide de son crédit.

Une deuxième possibilité, qu'il a déjà évoquée, c'est celle de faire passer la loi par référendum. Mais cette solution comporte le risque d'unifier l'opposition, de mobiliser toutes les forces militantes, d'approfondir la polarisation et la politisation de la population.

Enfin il peut aussi donner un nouveau coup de barre à droite, appliquer de façon autoritaire les mesures, en passant outre le Parlement et en mobilisant son arsenal répressif ainsi que ses nombreux soutiens au sein de l'appareil d'État et des cercles influents de la bourgeoisie. Mais cela impliquerait une épreuve de forces directe avec la population et les travailleurEs qui ont déjà montré qu'ils ne se laisseraient pas faire.

Commission Amérique latine du NPA

**À lire sur le site**

**Génocide israélien en Palestine: l'élection de Biden pourrait être en jeu**, par Dan La Botz

**GRÈCE À Athènes, une manif géante pour refuser les facs privées!**

Rien n'y fait! Ni la répression, dont la charge sauvage des flics à la fac de droit de Komotini à la suite apparemment d'une demande... des étudiantEs de la droite de Mitsotakis contre la décision majoritaire d'occupation, ni les calomnies officielles et médiatiques sur une «minorité» qualifiée de «voleurs de l'université».

La journée nationale de mobilisation du 8 février restera dans les annales. À Athènes, la manif a dépassé les 20 000 personnes, atteignant peut-être 25 000! En tête, derrière une banderole claquante («La majorité a parlé: non aux facs privées! Gratuité des études, valorisation de nos diplômés!»), les étudiantEs de Komotini et d'une fac de Salonique victime elle aussi de la violence policière. Quelques milliers d'étudiantEs sont venus de plusieurs villes du pays (gros cortèges de la Crète, de Patras...), même si s'y déroulaient en même temps de belles manif. Un des slogans résume la combativité de masse: «L'histoire, nous l'écrivons avec les AG, les occupations, les manif». Et cette fois, les enseignantEs étaient très nombreux: plusieurs centaines avec OLME (syndicat unique du secondaire) et POSDEP (idem pour l'université). Défilaient aussi des délégations de soignantEs des hôpitaux, d'avocatEs... Un tournant évident dans cette mobilisation certes difficile mais qui peut être gagnée face à un gouvernement en difficulté face à la mobilisation croissante des agriculteurEs, vote cinglant du Parlement européen condamnant les graves atteintes à l'État de droit sous Mitsotakis...

**Un projet à long terme**

Le ministre de l'Éducation a enfin présenté le projet: des facs étrangères seraient autorisées à créer des annexes en Grèce sous statut privé, avec droits d'inscription et



Manifestation du 8 février 2024 à Athènes contre les facs privées. NPA

diverses pseudo-obligations qui ne peuvent cacher l'essentiel. La clientèle visée ressemble à un catalogue à la Prévert, et l'objectif immédiat, qui peut faire douter du succès de l'entreprise, ce sont des lycéenNES ayant obtenu des notes faibles aux examens d'accès à la fac publique où ils ne peuvent entrer, mais pouvant déboursier des dizaines de milliers d'euros! Pour l'heure, le seul projet évoqué concrètement est celui d'une fac privée chypriote qui voudrait créer une annexe en médecine, avec le soutien d'un groupe financier américain qui contrôle déjà des hôpitaux privés grecs! On a du mal à voir l'intérêt et l'objectif profonds du projet global de toute façon miné par l'article 16 de la Constitution, très clair sur l'impossibilité de créer en Grèce une fac privée, et par la législation européenne (prétextée par Mitsotakis) n'obligeant pas un État à accepter

des facs privées. Il semble que l'objectif soit double: en passant par-dessus la Constitution, la droite veut certes non seulement offrir des profits immédiats à ses amis patrons mais aussi affaiblir toujours plus l'université publique (manque de moyens, mensonges sur son niveau et ses coopérations internationales) pour pousser vers le privé, qui aura droit par des combines à des financements publics.

**Les étudiantEs ont tout compris!**

Or, les étudiantEs ont immédiatement compris le danger. Dans un contexte d'affaiblissement continu des moyens, le danger est moins la «concurrence immédiate» du privé que l'aggravation accélérée des problèmes de l'université publique, qui sera peu à peu soumise au régime du privé. Ont déjà été décidés des frais

d'inscription pour les étudiantEs étrangerEs. À terme, c'est l'exclusion du droit aux études pour les enfants des classes populaires, et l'étouffement des libertés pédagogiques. À terme, l'école privée gangrènera et fera périr l'école publique!

Pour gagner, alors que plus de 250 départements universitaires sont occupés, le mouvement étudiant uni dans ses claires revendications veut accentuer ses mobilisations et compte sur les mobilisations de la classe ouvrière (grève de la fonction publique le 28 février). Sans attendre, un objectif dans cette situation brûlante devrait être la grève de l'Éducation nationale, contre la marchandisation de tout le système éducatif. Et un facteur clé sera aussi la solidarité internationale!

A. Sartzekis, Athènes, le 11 février 2024

**AFRIQUE DE L'OUEST Au Sénégal, Macky Sall fossoyeur de la démocratie**

Incapable de gagner les prochaines élections, le président sortant tente une énième manœuvre pour s'assurer que l'opposition radicale ne remporte pas le scrutin présidentiel.

Fidèle à la devise des potentats africains: «On n'organise pas une élection pour la perdre», le président de la République Macky Sall a entrepris un véritable coup constitutionnel en repoussant le scrutin à décembre 2024 à quelques heures de l'ouverture électorale officielle.

**Le plan A échoue**

Après la révision de la Constitution en 2016, le président Sall avait bien tenté de briguer un troisième mandat mais en vain, au vu des oppositions tant à l'intérieur du pays qu'à l'international. Il a donc désigné son dauphin, l'actuel Premier ministre Amadou Ba. Cette décision solitaire a suscité mécontentements et oppositions. Ainsi le camp présidentiel s'est divisé et affaibli avec l'apparition de candidatures dissidentes.

Bien que le président sortant ait préparé le terrain en écartant du jeu électoral son principal concurrent Ousmane Sonko, en dissolvant son parti le PASTEF (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), en emprisonnant des dizaines d'opposantEs et en muselant la presse libre, la candidature de son protégé ne fait pas recette. Et le candidat

Bassirou Diomaye Faye lui-même emprisonné, qui remplace Sonko, a des grandes chances d'emporter le scrutin.

Un véritable cauchemar pour les élites sénégalaises, car le programme du PASTEF vise à rompre les amarres avec l'ancienne puissance coloniale, se traduisant notamment par la sortie du franc CFA, la fermeture de la base militaire française et l'adoption d'une politique indépendante de l'hexagone.

**Le plan B s'écroule**

Devant une telle situation, bon gré mal gré, Macky Sall se doit d'intégrer dans son plan la candidature de Karim Wade, le fils de l'ancien président. Il a dû s'exiler pendant de longues années à la suite des affaires de corruption. Mais si un temps Sall et Wade s'opposaient, nécessité faisant loi, leur union contre les partisans de Sonko se scelle. Mais coup de théâtre, la presse révèle la double nationalité française et sénégalaise de Wade, entraînant l'annulation de sa candidature par le Conseil constitutionnel. Les députés de son parti contre-attaquent et exigent une commission d'enquête sur des allégations de corruption de deux juges de cette juridiction. Second coup



Le 25 octobre 2023, Wopke Hoekstra, commissaire européen à l'action climatique, avec Macky Sall, président du Sénégal. EUROPEAN COMMISSION / ANTOINE RASSART

de théâtre, les députés du camp présidentiel votent pour. Ainsi, Macky Sall profite de cette situation, que ses partisans ont créée, pour parler de crise institutionnelle et repousser les élections.

Après avoir fait virer les députés de l'opposition par la gendarmerie, la majorité de l'Assemblée nationale valide la nouvelle date du scrutin au 15 décembre et le prolongement présidentiel d'autant. Soit dix mois, un délai suffisamment long pour permettre à Macky Sall de rebattre les cartes afin que les résultats électoraux soient conformes à ses desiderata. Tel un joueur annulant la partie au motif qu'il n'a plus d'atout dans son jeu! Désormais, tout est possible y compris que la rue renverse la table.

Paul Martial

# UNION EUROPÉENNE: CONTRER LES POLITIQUES LIBÉRALES AUSTÉRITAIRES ET L'EXTRÊME DROITE

Alors que la récente lutte des agriculteurs a remis sur le devant de la scène les accords de libre-échange signés par l'Union européenne et que les élections au Parlement européen approchent, le point sur les enjeux pour imposer une issue en faveur de la justice sociale, de l'égalité, du partage des richesses et de modes de production respectueux du vivant.

Il est tout à fait probable que l'on assiste alors au renforcement d'un bloc massif d'extrême droite dominé par le RN, et idéologiquement épaulé par Reconquête, le parti de Zemmour, regroupant ainsi un gros tiers des voix. Ce bloc profite à plein de la fuite en avant nauséabonde des politiques mises en place par le macronisme et s'appuie aussi sur la progression des forces ultraréactionnaires à l'échelle internationale.

## Contre l'Europe de la concurrence qui nourrit les extrêmes droites...

Depuis le Traité de Rome de 1957, acte de naissance de la construction capitaliste européenne, tous les choix politiques ont été faits pour construire une Europe anti-démocratique, celle des marchés et de la concurrence, favorisant la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Dans le même temps, cette Europe a renforcé ses frontières, fermant les ports aux embarcations qui transportent les migrantEs et s'appuyant sur des dispositifs de surveillance comme Frontex (née en 2004). Bien éloignée des mythes

fondateurs humanistes qui auraient présidé à sa fondation, la construction de cette Europe forteresse, celle de la « concurrence libre et non faussée » (ce dogme libéral qui tient lieu de régulation au « marché unique »), a été imposées aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision. Antisociale, antidémocratique, raciste... Il est logique que l'extrême droite se nourrisse de ce cadre pour s'en faire aujourd'hui les hérauts les plus conséquents, à défaut d'en porter les habits. Dans toute l'Europe, les partis d'extrême droite combinent la rhétorique du repli et de la défense de leur nation respectueuse avec un logiciel politique de plus en plus compa-

Dans toute l'Europe, les partis d'extrême droite combinent la rhétorique du repli et de la défense de leur nation respectueuse avec un logiciel politique de plus en plus compatible avec cette construction européenne.

tible avec cette construction européenne. Il en est ainsi du RN ici, comme des post-fascistes de Fratelli d'Italia (le parti de Giorgia Meloni, la présidente du Conseil), des néofranquistes de Vox en Espagne, de Droit et justice (PiS) en Pologne, jusqu'au Fidesz du président hongrois Viktor Orbán. Si toutes ces forces peinent encore à s'entendre à l'échelle de l'Union, toutes se sont renforcées ces dernières années et peuvent profiter du désordre social (dérégulations, mise en concurrence des services publics, concurrence et dumping au

sein de l'Union européenne...) et de l'Europe des barbelés, fruits pourris des politiques libérales mises en place par l'Union européenne des 27. Face à la sédimentation dangereuse de ces forces, faire exister une gauche de rupture porteuse d'un autre projet de construction européenne est un enjeu primordial.

## Construire l'Europe des solidarités, celle des travailleurs et des peuples

La lutte entre les grands pôles impérialistes à l'échelle internationale — dont les guerres (à commencer par celle en Ukraine) sont l'expression

la plus brutale et la plus crue — telle sera la toile de fond des prochaines élections européennes. Contre les forces belliqueuses, cela rend d'autant plus urgent la nécessité d'incarner une perspective internationaliste concrète, qui refuse la mise en concurrence des peuples : sur les marchés comme force de travail, en refusant de dresser des frontières entre pays comme autant de remparts insurmontables, sur les champs de batailles... Tracer une perspective d'émancipation basée sur la coopération, opposée à la pratique actuelle des néolibéraux de gauche comme de droite, et pire encore à la société cauchemardesque que nous promettent les extrêmes droites européennes. Début octobre, dans un contexte encore marqué par l'affrontement sur la contre-

réforme des retraites, le soulèvement des quartiers populaires (à la suite du meurtre de Nahel en juillet dernier) et de grandes mobilisations contre différents projets écocides, nous nous sommes publiquement adressés aux forces du mouvement ouvrier pour participer au rassemblement d'une gauche de combat dans les urnes. En continuant les discussions entamées avec La France insoumise début décembre, nous voulons mener cette bataille pour regrouper une gauche qui exige la remise en cause démocratique des traités de l'UE, qui veut rompre avec le cours des institutions actuelles, qui veut porter des priorités de justice sociale, environnementale et d'égalité. Ce serait la plus utile des contributions à un projet écosocialiste ces prochains mois. **Manu Bichindaritz**

## ÉLECTIONS Faire résonner une voix internationaliste en rupture avec leur construction européenne

Même si c'est à prendre comme il se doit avec des pincettes, sondage après sondage le Rassemblement national s'affirme comme le parti que le résultat des prochaines élections européennes va mettre à la première place...

## RENCONTRES DE BARCELONE Les anticapitalistes face aux offensives austéritaires et autoritaires en Europe

Le samedi 3 février s'est tenue une rencontre de la gauche anticapitaliste et de l'alternative européenne à Barcelone à l'invitation d'Anticapitalistas (section de la Quatrième Internationale dans l'État espagnol) et de la CUP (Candidatura d'Unitat Popular) de Catalogne.

Une quinzaine d'organisations étaient présentes, venues de l'État espagnol, de Grèce, Suède, Suisse, Allemagne, Belgique, Irlande, Écosse, Portugal et de France (NPA, Gauche écosocialiste, Ensemble!). À noter que la réunion s'est déroulée en catalan, castillan, anglais et français, permettant à chacunE de s'exprimer aisément grâce au travail des interprètes. Une première partie publique était organisée en deux tables rondes intitulées respectivement : « L'écosocialisme pour une Europe en feu » et « Contre la remilitarisation, pour une Europe des peuples ».

## Urgence écologique et sociale

La première table a articulé une lecture marxiste



Rencontres à Barcelone le 3 février. SYLVAIN LOUBE

des crises écologiques, la nécessité de la rupture avec le productivisme capitaliste, de réponses d'urgence écologiques et sociales comme d'un projet global écosocialiste, avec la critique du Pacte

vert européen, la dimension anti-impérialiste et des expériences concrètes syndicales ou municipales. Cette discussion prenait toute son acuité avec la sécheresse terrible qui touche la Catalogne,

Barcelone étant sous le coup de fortes restrictions d'eau. Les introductions de la seconde table ont abordé la crise capitaliste, les réorganisations géostratégiques et leurs conséquences en termes de remilitarisation, les liens avec les politiques migratoires criminelles, l'augmentation des budgets militaires, la place de l'industrie de guerre dans l'accumulation économique et la domination politique, la façon dont la militarisation touche toute la société... Plus spécifiquement, la fiction de l'Europe comme « zone de paix » a été dénoncée, alors que les dépenses militaires de l'Union européenne ont augmenté de 123% entre 2014 et 2020. Un camarade, tout en condamnant l'invasion par les troupes de Poutine, a mon-

tré comment, en Irlande, la guerre en Ukraine est utilisée pour en finir avec la neutralité et sert de prétexte à la remilitarisation... Cette question de l'Ukraine a donné lieu à un débat, loin d'être clos, en particulier autour de la question de la demande d'armement de la résistance ukrainienne. Plusieurs interventions de la salle ont insisté sur les nécessaires liens avec la résistance, particulièrement le RESU mais aussi avec les forces politiques de gauche et écologistes ukrainiennes ou pacifistes russes.

## Solidarité avec la Palestine

Dans un second temps, une réunion réservée aux organisations a permis de faire un tour des différentes situations en Europe, toutes marquées par les offensives austéritaire et autoritaire et par la montée de l'extrême droite. Sur les élections européennes, les conditions sont très différentes :

## Le chiffre

123%

C'est le taux d'augmentation des dépenses militaires de l'Union européenne entre 2014 et 2020.

certaines présenteront une liste comme la Gauche anticapitaliste en Belgique ou le Bloco au Portugal, d'autres non... Malheureusement, le temps a manqué pour avancer vers des propositions et activités communes. À une exception notable, qui montre l'importance de la solidarité avec le peuple palestinien pour toutEs les présentEs : une réunion des mouvements de solidarité avec la Palestine à Barcelone les 16-17 mars prochains. Le principe d'une nouvelle rencontre à l'automne a été acté.

**Christine Poupin**

## AUTOMOBILE Stellantis : même les congés payés sont attaqués

PSA est maintenant allié avec Fiat, dans la multinationale Stellantis, mais cela ne suffit à son patron, Tavares. L'obsessionnel du profit, selon ses propres dires, vient de déclarer qu'il était ouvert à une nouvelle mégafusion avec Renault, Ford ou General Motors. Décidément, rien ne les arrête !

Les ventes de voitures n'ont pas retrouvé en Europe leur niveau d'avant la pandémie, et il est probable qu'elles ne l'atteindront plus jamais, d'où cette course permanente aux restructurations et aux mégafusions.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

### L'obsession du profit

Le passage à la voiture électrique s'avère de plus en plus difficile pour les firmes soumises en Europe à une concurrence de plus en plus vive tant en haut de gamme avec Tesla, dont le modèle Y (au prix moyen de 50 000 euros !) a été en 2023 la voiture la plus vendue dans le monde toutes énergies confondues, qu'avec les marques chinoises qui proposent en Europe des voitures moins chères mais tout aussi équipées que leurs concurrentes directes européennes. Face à cette situation, Stellantis a commencé par réduire les capacités de production, fermeture de l'usine Fiat de Turin du 12 février au 3 mars, suppression de 200 emplois d'intérimaires dans l'usine de Rennes et de 600 dans celle de Mulhouse.

Des rêves planétaires, mais Tavares n'oublie pas le détail du moindre euro à gratter dans toutes les usines : c'est là un signe clinique de l'obsession. Trois semaines de congé en été, sur les 5 au total qu'impose la loi, c'est un minimum pour vraiment se reposer et profiter de l'habituel beau temps de cette saison. Mais c'est trop pour la direction de PSA. Elle a annoncé, établissement par établissement, son intention d'imposer deux semaines de congé en été, la troisième étant à prendre en mai pour se cumuler avec les ponts de ce mois-là.

### Des ripostes gagnantes

Dans toutes les usines PSA en France, cela n'est pas passé parmi les salariéEs, entraînant débrayages et mouvements de résistance.

Dès le 15 janvier 2024, une centaine de salariéEs de l'usine de Poissy s'étaient mis en grève pour se faire entendre. Puis ce furent successivement les usines de Sochaux, Rennes et Hourdin et Mulhouse qui connurent des mobilisations, débrayages et défilés dans les ateliers à plusieurs centaines. Les syndicats CGT et le syndicat SUD à Poissy ont été à l'initiative, réussissant parfois à entraîner d'autres syndicats, y compris la CFDT qui avait pourtant validé avec la direction centrale de PSA ce saucissonnage des congés. Fait notable, ces mouvements ont réussi à gagner en faisant revenir les directions d'usine sur leurs décisions : il est à nouveau possible de prendre trois semaines de congés en été. En ce début d'année 2024, c'est incontestablement un changement de climat. Des petites victoires comme celles-ci ne peuvent qu'encourager à aller plus loin, tous ensemble.

Sans la résistance active des salariéEs, ici et partout où Stellantis est implanté, les plans mégalomaniacs de Tavares pour toujours plus de mégaprofits continueront de plus belle à s'appliquer.

**Blog NPA autocritique**

## ÉDUCATION AOC virée, renforcer la mobilisation pour le droit à l'éducation pour toutes et tous

On ne saura jamais dans quelle mesure l'exfiltration d'Amélie Oudéa-Castéra, championne olympique du mensonge et du mépris social contre le ministère de l'Éducation, a retardé le remaniement, repoussé comme dans un mauvais sketch plusieurs fois par jour pendant 4 jours.

Ce départ forcé était une baffé pour le tout-puissant Macron, et pour un Attal dont on découvre en vitesse accélérée la morgue et le penchant autoritaire. Après deux jours de grève en une semaine (1<sup>er</sup> et 6 février), un début de mobilisation lycéenne avec des blocages de certains établissements, la nomination de Nicole Belloubet a été la seule modification à la liste des 15 ministères pré-affectés. Si on peut apprécier ce premier recul, il est indispensable de mesurer qu'il est le fruit de la crainte d'une extension de la mobilisation du monde de l'éducation... mais pour mieux poursuivre la politique engagée. Et cela même si, ou grâce, au fait que N. Belloubet est la seule personne un peu connue venant du PS à faire son entrée dans la team d'Attal.

### Vers une dénationalisation de l'Éducation nationale ?

Les signaux sont là pour le prouver. Le jour même de la nomination de Belloubet, au Conseil supérieur de l'Enseignement les textes du « choc des savoirs » prévoyant la nouvelle (dés)organisation du collège ont été unanimement rejetés par les organisations syndicales de l'Éducation et des parents d'élèves. Cela devient d'ailleurs une habitude un mois après le même rejet du projet de réorganisation de la voie professionnelle. Les équipes gouvernementales montrent à quel point elles méprisent l'opinion des organisations syndicales, même les plus « sages » : FSU,



UNSA éducation, FnecFP-FO, Sgen-CFDT et FEP-CFDT, CGT éducation, ainsi que les représentantEs des parents d'élèves FCPE. D'autre part, le directeur du cabinet de la nouvelle ministre se trouve être totalement étranger au monde de l'éducation mais juriste spécialiste de la Constitution. Cela fait poindre l'éventualité que ce gouvernement veuille avancer à marche forcée sur des projets de dénationalisation de l'Éducation nationale. Si Belloubet devra mettre son mouchoir sur ses déclarations de 2005 contre les suppressions de postes ou celles de 2016 contre les groupes de niveaux et le port de la blouse au collège, elle pourra en revanche peut-être s'attaquer à la « territorialisation de l'enseignement ».

Comme elle le déclarait en 2016 : « Partout les systèmes sont plus décentralisés qu'en France (dans plus des 3/4 des pays, les enseignants sont gérés au niveau local soit par les collectivités soit par les établissements) ; partout les établissements sont plus autonomes. Même lorsqu'elles entrent dans la pédagogie, il ne faut pas craindre cette extension des compétences des collectivités », soit répondre aux injonctions répétées de la Cour des comptes et aux demandes de Pécresse.

### Un mouvement d'ensemble pour s'opposer point par point

D'où l'enjeu de ne pas lui laisser la moindre latitude et de passer au niveau supérieur de la mobilisation. Pour ce faire, il faut expliquer et dénoncer la cohérence du projet gouverne-

mental de construction d'une école qui forme les futures élites et dresse les futurEs exécutantEs. Et s'y opposer point par point : combattre les 650 suppressions de postes dans le 1<sup>er</sup> degré qui aboutiront à l'augmentation du nombre d'enfants dans les classes et la fuite vers le privé des familles qui voudront préserver leurs enfants. Refuser la mise en place du « choc des savoirs » par les groupes de niveaux qui achèvent le collège unique et qui enferment les enfants dans des trajectoires scolaires prédéterminées, largement dépendantes des critères socio-économiques de leurs parents. Défendre l'accès au lycée pour touTEs les élèves. Combattre la réforme de la voie professionnelle qui diminue encore le nombre d'heures d'enseignement des élèves. Refuser que les professeurEs aient pour seule mission de trier et d'orienter, au lieu d'enseigner et donner des outils pour s'émanciper des déterminismes et conditionnements sociaux.

C'est tout l'enjeu des semaines qui viennent. Alors que les préparatifs de la rentrée permettent de prendre la mesure concrète des dégâts, il faut discuter des moyens de les empêcher. Les points d'appui peuvent se trouver dans les éléments de combativité offensive, comme le plan d'urgence défendu dans le 93, pour aller vers un mouvement d'ensemble de toute l'éducation, personnels, élèves et parents, à la hauteur du ras-le-bol et de la colère du monde de l'éducation.

**Commission Éducation nationale du NPA**

## PANTHÉON Missak Manouchian : leur commémoration et la nôtre

Faire honneur à la mémoire des résistantEs et résistants des FTP-MOI (francs-tireurs et partisans), c'est bien autre chose que de se féliciter de leur entrée au Panthéon aux côtés des généraux napoléoniens.

La dernière manœuvre politique de Macron pour se donner un vernis de gauche, au moment même où il met en place la politique de l'extrême droite cette semaine encore avec le projet d'abandon du droit du sol à Mayotte, en utilisant la grandeur des militantEs qui luttèrent les armes à la main contre le fascisme, pour l'émancipation, pour le socialisme, est tout simplement indigne.

### Profondeur des convictions

Ces étrangers n'auraient pu rejoindre la France si Frontex avait existé. Leur appartenance aux « groupes de langues » de la MOI<sup>1</sup>, créés par le Parti communiste dans les années 1920 et 1930, qui publiaient des journaux dans leurs langues, organisaient par nationalité des écoles, des mouvements de jeunes, des théâtres, des chorales, des associations sportives, serait aujourd'hui taxée de séparatisme. Et malgré leurs choix politiques de refuser les attentats visant des civilEs, que dirait-on de leurs attentats contre les nazis, les collaborateurs ? Pour nous, les honorer c'est comprendre la profondeur des convictions qui guidaient

leurs actions en France comme leurs participations aux Brigades internationales lors de la guerre d'Espagne.

### Internationalistes déterminés

Dès le début de la guerre, alors que le PC n'organise rien contre les Allemands en raison du pacte Hitler-Staline de dépeçage de la Pologne, la conscience politique conduit ces jeunes, femmes et hommes chassés de leurs pays par la misère, l'antisémitisme et le fascisme, à un engagement total. Ils et elles mettent en place des structures clandestines d'assistance, mais aussi de combat. Lorsque le PC entame la résistance armée après l'invasion de l'URSS en 1941, les groupes de la MOI assurent les premiers coups de main, et sont dans les premiers réseaux des FTP constitués en 1942, les FTP-MOI. Plus aguerris par la clandestinité, plus déterminés comme internationalistes, ils résistent mieux aux premières vagues d'arrestations à tel point qu'en 1943, lorsque Manouchian prend la direction du groupe<sup>2</sup>, celui-ci est un des rares à pouvoir agir dans Paris. Ils réalisent des dizaines d'opérations,

dont l'exécution la plus spectaculaire est celle de Julius Ritter, le responsable en France du Service du travail obligatoire (STO).

En 1943, au moment où se négocie l'après-guerre, le PC, devenu PCF, envoie ces groupes dans des actions spectaculaires destinées à manifester l'activité des « patriotes » mais veut que rien ne puisse ternir son image tricolore. Cela a conduit, dans les années qui ont suivi la Libération, tant la mémoire gaulliste que la mémoire communiste officielle à occulter l'action de ces milliers d'étrangerEs.

Oui, nous honorons toutes ces combattantes et combattants, et particulièrement Manouchian, celui qui, quelques mois avant le titre de l'*Humanité*, « À chacun son boche », a été capable d'écrire dans sa dernière lettre : « Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand et contre qui que ce soit... Bonheur à tous. »

**Patrick Le Moal**

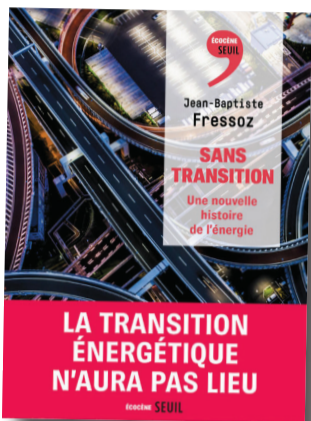
1 – MOI : Main-d'œuvre immigrée, les groupes les plus importants étaient ceux des Italiens et des juifs.

2 – Il acceptera en son sein un trotskiste : Arben Abramowicz Dav'tian, devenu Manoukian.

## ESSAI *Sans transition. Une nouvelle histoire de l'énergie*, de Jean-Baptiste Fressoz

Éditions du Seuil, 2024, 416 pages, 24 euros.

Jean-Baptiste Fressoz, historien de l'énergie, publie *Sans transition, une nouvelle histoire de l'énergie*, un pavé dans la mare du discours convenu. Son argumentation repose sur deux notions majeures qu'il déduit d'une démonstration historique précise, documentée et rigoureuse.



Il n'y a pas eu de transition dans l'utilisation des sources d'énergie mais accumulation. « Les énergies primaires ont eu tendance à s'additionner plutôt qu'à se substituer ». Le bois n'a pas remplacé l'eau, ni le charbon n'a remplacé le bois ; le pétrole — puis

l'atome — sont venus s'ajouter à toutes ces sources d'énergie sans en exclure aucune. L'idée d'une succession de phases (âge du bois, du charbon, du pétrole, du nucléaire et maintenant des renouvelables) est une farce qui cache l'augmentation inexorable de la consommation des sources d'énergie et des matières premières. Dans le mix énergétique les proportions varient, mais la consommation absolue de chaque source énergétique augmente.

Dans le monde réel, il y a un mélange, « une symbiose », entre les matières. Le charbon n'a pu être exploité qu'avec une augmentation forte de la consommation de bois pour les étais dans les mines (et une déforestation accélérée), le pétrole n'a pu être trouvé, exploité et utilisé qu'avec des quantités énormes de bois au début (tonneaux et derricks) et de charbon ensuite (acier et ciment pour le stocker et le transporter). Il n'est pas possible de déconnecter production d'énergie et consommation matérielle.

La « transition énergétique » — dont Fressoz décrit la source dans l'ambiance futuriste des pronucléaires américains des années 1960-70 — est un leurre, une « idéologie du capitalisme » qui brouille l'analyse réelle de la situation, néglige les difficultés énormes face au défi climatique et retarde toutes les actions nécessaires.

Les solutions à la crise environnementale ne peuvent se limiter aux innovations techniques et aux énergies renouvelables. Elles sont indispensables à condition d'en connaître les limites. Pour être fabriquées et installées, elles nécessitent métaux et énergies. Si l'électricité « verte » fait fonctionner une économie et des modes de consommation encore carbonés, son intérêt est limité.

Notre projet politique, la rupture avec la croissance capitaliste, ne peut pas faire l'impasse sur les dynamiques énergétiques et matérielles réelles que décrit Fressoz. Construire une alternative crédible ne peut se limiter à changer de technologies, mais à se préparer à une transformation profonde de nos modes de production et de consommation.

Dominique 81

### À lire sur le site



**SÉRIE** *The Restaurant*, de Johan Rosenlind, Ulf Kvensler, Malin Nevander, par Augusto Sandino



**MUSIQUE** *La Pangée*, d'Hyperculte, par Benjamin Croizy

## ESSAI *Mary Sidney alias Shakespeare*, d'Aurore Évain

Éditions Talents Hauts, 2024, 286 pages, 22 euros.

Et si Shakespeare n'était en fait qu'un loser, qui n'avait jamais rien écrit de sa vie ? Reformer *Mary Sidney alias Shakespeare* sans se poser un peu la question friserait franchement la mauvaise foi. À travers une recherche menée sous forme d'enquête complète et pleine d'humour, Aurore Évain nous amène à remettre définitivement en question tout ce que nous n'avions jamais pensé questionner sur le dramaturge stratfordien.

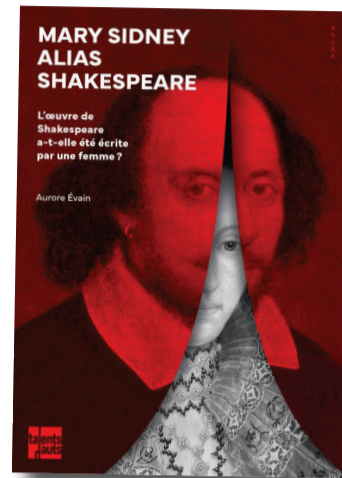
### De l'auctorialité de l'œuvre shakespearienne

Connaissez-vous « the authorship question », ce débat qui agite depuis deux siècles nombre de spécialistes quant à la paternité réelle des œuvres de Shakespeare ? Si plusieurs noms — masculins, toujours — ont été avancés pour tout ou partie des pièces du dramaturge, l'auctrice suggère ici, se fondant sur l'essai de l'américaine Robin P. Williams, que la candidate la plus sérieuse est une femme, Mary Sidney, comtesse de Pembroke. Une femme effacée de l'histoire. Schéma tristement classique ! Après avoir détaillé la biographie pleine de lacunes et de suppositions de Shakespeare, elle développe point par point les raisons pour lesquelles cette aristocrate, femme de lettre reconnue et extrêmement éduquée, serait en effet la coupable

la plus probable. Ne citons pour exemples que la pléthore de livres de sa bibliothèque personnelle, sources indispensables admises à l'écriture de la plupart des pièces, avec lesquels l'acteur stratfordien n'avait a priori aucun lien. Ou bien ces voyages en Europe nécessaires à la description de bon nombre de lieux d'intrigues, que Mary a pu faire, avec lesquels l'acteur stratfordien n'avait a priori aucun lien. Cette grotte encore, au pied de son domaine, parfaitement décrite dans telle pièce et avec laquelle... vous avez saisi. Que dire de tous ces mots et expressions « inventés » par l'homme de scène mais que Mary employa bien plus tôt, ou des coïncidences de dates et liens de parenté avec les personnages réels tout au long du récit ? Une avalanche de preuves qui ne manque pas d'intriguer.

### Shakespeare, féministe précurseur ?

Les femmes shakespáriennes sont richement écrites, intelligentes et fortes. Si la plupart des pièces sont inspirées d'écrits antérieurs, beaucoup de ces personnages féminins ont d'ailleurs été ajoutés par « l'auteur ». La plupart de ces femmes sont des mères et épouses dont les sentiments et souffrances sont d'une justesse frappante, miroirs d'épreuves vécues et dont la vie de la comtesse fut parsemée.



Shakespeare, dont l'implication dans l'éducation de ses enfants reste à prouver, avait visiblement parfaitement saisi ce qu'était être mère ! De plus, il semblait avoir à cœur de donner aux femmes un pouvoir égal à celui des hommes, à une époque où ce n'était — déjà pas... — du tout la norme. Pour celui qui ne prit jamais la peine d'apprendre à lire à ses filles et qui avait soumis leur héritage à la condition qu'elles enfantent des garçons, quelle vision progressiste ! Le stratfordien était peut-être un féministe convaincu mais contrarié. Ou bien ? Penser qu'une femme accomplie, reconnue par les cercles littéraires de l'époque comme une brillante auctrice, qui, justement parce que femme, n'aurait jamais eu le droit sous peine de disgrâce de publier en son nom, serait

en fait à l'origine de ces pièces, semble une explication bien simpliste. Mais l'explication la plus simple, souvent...

Nous n'aurons probablement jamais de réponse ferme sur le sujet. Pourtant, à force de démonstrations aussi raisonnables que crédibles, *Mary Sidney alias Shakespeare* instille un doute raisonnable. Et si les inconditionnelles de l'anglais à l'oreille percée sauront sans doute contrer un à un chaque élément du dossier, force est d'admettre que contrer un élément, ça va, deux éléments, ça passe, 250 éléments, ça fait beaucoup... Pour ceux qui n'ont pas peur de passer le restant de leurs jours à sourire en coin à l'évocation du nom de Shakespeare, ce livre passionnant, au-delà d'un formidable plaidoyer féministe est, vraiment, une pépite.

Cyrielle L.A.

### Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com  
01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com



### ESSAI *La question palestinienne et le marxisme*, de Joseph Daher

La Brèche, 2024, 140 pages, 7 euros.

Vient de paraître aux éditions La Brèche une brochure de 140 pages, écrite en décembre 2023 par notre camarade Joseph Daher. Alors que le génocide des Palestiniens s'accélère, deux paroles peinent à se faire entendre en France : les voix palestiniennes qui restent très marginalisées malgré le très bon travail de quelques maisons d'édition, et la parole des révolutionnaires arabes qui portent des perspectives politiques pour tout le Moyen-Orient. C'est ce second manque que nous avons souhaité combler en publiant cette brochure qui met à disposition l'analyse marxiste et révolutionnaire de la question palestinienne et de la révolution arabe. Sont exposées de façon claire et synthétique les réponses aux questions

suivantes : Comment s'est constitué le projet sioniste de colonisation de la Palestine ? Quelle est la nature de l'État israélien et son rôle de serviteur de l'impérialisme ? Quelle sont les évolutions et les dynamiques politiques au Moyen-Orient et dans le mouvement national palestinien ? Qu'est-ce que le Hamas ? Quel lien uni la lutte palestinienne et les processus révolutionnaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ? Quelle solution anti-impérialiste et antisioniste peut être proposée pour la région ?

### REVUE *Inprecor* n°717

Février 2024, 5,50 euros.

Dans *Inprecor* n°717, l'Argentine, les attaques du président argentin Milei et des réponses du mouvement ouvrier. Mais aussi la Palestine et le conflit plus global au Moyen-Orient sur lesquels Gilbert Achcar répond à nos questions. Masis Kürkçügil aborde la place complexe de la Turquie dans les relations internationales, ses multiples alliances et objectifs. Sur la Grèce, Andreas Sartzekis brosse un panorama de la situation de la gauche politique et syndicale en Grèce.

Nous republions un texte ancien de Michael Löwy à propos du parcours de Lénine, des conceptions étapistes de la II<sup>e</sup> Internationale vers *les Thèses d'avril* et la révolution de 1917. Enfin, des textes plus courts, sur les luttes anticoloniales en Israël, une recension du livre d'Étienne Pénissat sur les classes sociales et un hommage à Ernesto Herrera.



### Les Théories sur la plus-value de Karl Marx enfin disponibles !



Les éditions sociales rééditent le livre 4 du *Capital* ! Pour soutenir cette initiative, précommandez sur la boutique en ligne (boutique.editionssociales.fr) avant le 4 avril ou envoyez un courrier avec vos informations et un chèque (Les éditions sociales, 21 rue Mélingue, 75019 Paris) et recevez chez vous votre exemplaire pour 60 € (au lieu de 70 €), frais de livraison offerts avec le code theories2024. Le tirage est limité à 500 exemplaires.

«éditions sociales»

# GUYANE « C'était une opération pour faire sortir les individus de tout ce qui correspondait à leur civilisation, à leur communauté »

**Entretien.** En 80 ans, les « Homes indiens » de Guyane ont accueilli près de 2 000 enfants dont une majorité issue des communautés natives américaines menacées de disparition : Wayanas, Tekos, Kali'na, Wayapi, Lokono, Paykweneh. Le 1<sup>er</sup> février avait lieu la présentation du rapport de l'IFJD (l'Institut francophone pour la Justice et la Démocratie-Louis Joinet) pour une commission de vérité et de réconciliation. **Jean-Victor Castor**, député de la première circonscription de Guyane pour le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) et membre du groupe de la Gauche démocrate et républicaine l'a présenté. Rencontre.

**Vous militez aujourd'hui pour la création d'une commission de vérité et de réconciliation (CVR) sur les « Homes indiens » de Guyane entre 1935 et 2023. Est-ce que vous pouvez revenir sur ce que sont les Homes indiens de Guyane ?**

Les Homes indiens sont des lieux où l'administration d'État et l'Église se sont rendus complices d'une opération qu'on a pu voir dans beaucoup de pays, comme au Canada ou en Australie où il y avait des peuples autochtones. On a sorti les enfants de leurs familles; on leur a même donné le statut d'orphelin pour les placer ensuite dans ces lieux, soi-disant pour la scolarité mais où en fait s'opérait une destruction de ce qu'ils étaient. Au travers de leur langue, la langue maternelle, leur culture et leurs us, enfin tout ce qui faisait qu'ils étaient autochtones pour les faire rentrer dans une forme d'assimilation. C'était une opération de pacification.

**Voire d'acculturation... Certains parlent d'un « génocide culturel ». Est-ce un mot que tu reprends ?**

Très clairement. C'est un génocide culturel, dans la mesure où c'était une opération de dépersonnalisation des individus, pour les faire sortir aussi de tout ce qui correspondait à leur civilisation, à leur communauté. Ce sont des pratiques très graves, qui sont condamnées à l'échelle internationale mais qui se sont poursuivies. Le dernier Home indien a fermé en 2023 dans la commune de Saint-Georges, qui est dans ma circonscription.

**Cela a commencé dans les années 1930 ?**

C'est lié à la période de la colonisation. Il faut se rappeler que quand les colons sont arrivés, ils sont arrivés avec les jésuites. Les Homes indiens sont une forme plus moderne de la pacification, mais qui a le même objectif que les jésuites. Il y a eu une période où on a dit : on n'est plus une colonie — on est passé du statut de la colonie, au statut de l'indigénat, ensuite à la départementalisation. L'idée maîtresse est de dépersonnaliser les gens, de les assimiler, de les acculturer. Les Homes sont assez révélateurs de cette doctrine.

**L'Église catholique a évidemment une responsabilité dans cette entreprise d'acculturation. Et l'État français ? Laquelle ? Qu'est-ce qu'il y a eu de spécifique autour de la départementalisation en 1946 ?**

À partir du moment où les parents s'y opposaient, c'étaient les

gendarmes qui arrivaient. Les méthodes étaient dissuasives. Si les parents s'entêtaient à garder leurs enfants, on arrivait à des menaces, à des méthodes persuasives suffisamment fortes pour qu'in fine les parents acceptent que les enfants partent dans ces Homes. C'est la raison pour laquelle on a un gros souci aujourd'hui, souvent les parents sont un peu dans le déni parce qu'ils se sentent coupables.

**La loi sur la laïcité de 1905 ne s'applique pas en Guyane, les cultes sont régis par une ordonnance royale datant du 19<sup>e</sup> siècle, ce qui explique les liens ou le financement des Homes...**

Oui, jusqu'à maintenant en Guyane, les prêtres sont payés par la collectivité territoriale. Il y a eu des tentatives de mettre un coup d'arrêt à ça par l'ancien président du Conseil général, Alain Tien-Liong, mais finalement, même la justice a donné raison à l'Église. On est dans une situation, mais ce n'est pas la seule, assez particulière en Guyane : on a encore des résidus de toute cette période. C'est un combat qu'on doit poursuivre, qu'on doit continuer pour faire en sorte que les crimes, que les situations d'acculturation qui ont présidé à toutes ces politiques menées à l'époque coloniale, que même les vestiges de ces politiques disparaissent totalement. Cela nous ramène à des questions plus politiques : comment sortons-nous de la colonisation ? L'idée même de décoloniser la Guyane passe par tous ces aspects-là.

**Est-ce que les Homes guyanais sont représentatifs de la politique coloniale qu'a menée, jusqu'à très récemment, l'État français en Guyane ?**

Quand on reprend tous les éléments historiques de la colonisation, on retrouve les mêmes méthodes. Les gens se battent, luttent contre ces outils de la colonisation et ensuite ça resurgit d'une autre façon tant qu'on n'est pas devenu un État à part entière avec une certaine souveraineté. Demain, ce ne seront plus les Homes indiens, ce sera autre chose : l'utilisation des médias, de l'école, etc. Jusqu'à aujourd'hui, dans certaines classes, on n'apprend toujours pas l'histoire de la Guyane. Quand c'est fait c'est marginal, trop marginal. Les enfants continuent à apprendre l'histoire de la France, de l'Europe, de l'Occident, très peu la géographie de

**Les enfants continuent à apprendre l'histoire de la France, de l'Europe, de l'Occident, très peu la géographie de notre région**

notre région. Tout est fait pour que ce soit la présence française qui prédomine, l'histoire de France qui prédomine, la culture et la langue françaises qui prédominent. Tout cela ne peut être séparé de ce qui s'est passé avec les Homes.

**Vous êtes un certain nombre à demander l'ouverture d'une commission de vérité et réconciliation ? Quels sont ses objectifs ? Comment travaillerait-elle ?**

L'idéal aurait été que tout le monde soit présent. Quand on regarde ce qui s'est passé en Afrique du Sud, au Rwanda, au Canada, il faut que tous les acteurs soient présents dans la commission de vérité et de réconciliation. Il faudrait que l'Église accepte, que l'État accepte et surtout que cela vienne aussi des personnes qui ont vécu cela, qu'elles soient les principaux acteurs : les autochtones aujourd'hui, mais pas seulement. Il y a aussi les « Marrons » ou les Busi konde sama, les Afro-descendants, qu'on appelait Créoles avant, qui pour une part ont subi cela aussi. Les autochtones sont moteurs depuis plusieurs mois, plus d'un an, avec Alexis Tiouka qui était référent des autochtones, juriste, qui a vécu dans des Homes et a travaillé avec Hélène Ferrarini qui a écrit le livre<sup>1</sup>, puis ensuite avec Jean-Pierre Massias<sup>2</sup>, sur le principe de la commission de vérité et de réconciliation. Il faut vraiment que cela se passe comme ça.

On a observé que certains États ne souhaitent pas aller dans ce sens-là, parfois l'Église ne le souhaite pas non plus. Nous avons invité l'Église à venir à l'Assemblée nationale, et ils n'étaient pas présents. On ne désespère pas. On sait que dans certains pays, leur absence n'a pas empêché le processus de se réaliser, donc on fera sans eux, s'ils ne le souhaitent pas. Il faut qu'ils le sachent de toutes les façons. Le but, dans un premier temps, c'est vraiment qu'on puisse créer les conditions pour que la parole se libère. On a tellement formaté les gens, réduit à autre chose que ce qu'ils étaient que cela va prendre du temps. Ce sont des processus qui sont longs, qui doivent être imprégnés de beaucoup d'humilité et de modestie sur l'approche, la méthode de travail. On sait, à la lumière des retours d'expérience dans d'autres pays, que ce qui

est important c'est de faire en sorte que cela diffuse au sein des populations et des communautés concernées. Qu'ils se sentent vraiment acteurs, qu'ils soient placés au centre du processus, que cela se fasse dans leur langue. En Guyane, cela aura une certaine originalité, car il y a six langues parlées chez les autochtones. Il faudra en tenir compte, car quand vous parlez le teko, ce n'est pas le wayana, le wayana ce n'est pas le kali'na, qui n'est pas le palikur, etc.

**Est-ce que vous pensez que le mouvement social et politique anticolonial peut apporter à ce combat ?**

Cet acte fondateur avec la commission de vérité et réconciliation, il faut le populariser. Il faut que cela sorte de la Guyane. On a besoin que cela ait un retentissement international. Il faut que la population française soit consciente de ce qui s'est passé, de la responsabilité de son État.

**Est-ce qu'il y a une prochaine date ?**

L'étape suivante, c'est de rassembler le maximum de signatures pour donner de la force politique à tout ça. Plus on aura de personnalités, d'élus, de chercheurs qui vont donner de la visibilité à cette commission, plus ce sera intéressant. On pense que cela va pousser l'État et l'Église à s'y mettre. Les conditions de leur participation devront être déterminées pour que leurs voix ne dévoient pas l'idée même et le sens de ce travail.

**Propos recueillis par Manon Boltansky**

1 – Hélène Ferrarini (préface Alexis Tiouka), *Allons enfants de la Guyane. Éduquer, évangéliser, coloniser les Amérindiens dans la République*, éditions Anacharsis, 2022, et aussi Hélène Ferrarini et Alexis Tiouka, *Petit guerrier pour la paix. Les luttes amérindiennes racontées à la jeunesse (et à tous les curieux)*, Éditions Ibis rouge, 2017.

2 – Professeur de droit public à, président de l'IFJD.

**Suis-nous**

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
l\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°152 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)